

Montréal, le 11 septembre 2006

CONSEIL DE DISTRICT 97 DE L'UNION INTERNATIONAL DES PEINTRES ET MÉTIERS
CONNEXES
1750 NEW YORK AVENUE
WASHINGTON D.C.
20006-5387

N/Référence : Dossier N° 600077913

Objet : Avis de dépôt d'une plainte

Le salarié : MONSIEUR EDDY BRANDONE

Madame,
Monsieur,

Nous avons reçu une plainte à l'encontre d'un congédiement fait sans une cause juste et suffisante dont vous trouverez une copie annexée à la présente.

Cette plainte a été déposée par le salarié ci-dessus mentionné, en vertu des articles 124 à 131 de la Loi sur les normes du travail.

Une de nos représentantes ou un de nos représentants communiquera avec vous dans les prochains jours afin de vous offrir nos services de médiation et tenter de régler la plainte à la satisfaction des parties.

Nous vous informons que le salarié a également déposé une plainte pécuniaire contre votre entreprise pour réclamer ce qui lui serait dû en vertu de la Loi sur les normes du travail, de ses règlements ou de la Loi sur la fête nationale.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos meilleurs sentiments.



Responsable du dossier

Tél.:



p.j.

Québec

- ☐ Plainte pour pratique interdite
- ☒ Plainte pour un congédiement sans cause juste et suffisante
- ☐ Plainte pour harcèlement psychologique

À L'USAGE DE LA COMMISSION

Réception : ☒ Poste ☐ Direction régionale ☐ Autre

Date de dépôt de la plainte

2006 06 08
Année Mois Jour

Date de réception de la plainte

2006 06 08
Année Mois Jour

Reçu à

MTL

Par

A SALARIÉE - SALARIÉ

Nom

BRANDONNE

Prénom

LEDDY

Numéro
d'assurance sociale

[REDACTED]

Date de
naissance[REDACTED]
Année Mois Jour☐ M^{me} ☐ M.

Langue

☒ Français ☐ Anglais☐ Autre

Adresse

[REDACTED]
(N°, rue, appartement)

[REDACTED]
(Ville, municipalité, province)

[REDACTED] [REDACTED]
(Code postal) (Ind. rég.) (Téléphone domicile) (Ind. rég.) (Téléphone additionnel)

B EMPLOYEUR

Nom de
l'entreprise ou de
l'établissementCONSEIL DE DISTRICT 97 DE L'UNION
INTERNATIONALE DES PEINTRES ET
MÉTIER CONNEXES

Adresse

[REDACTED] (Bureau)

[REDACTED]
(Ville, municipalité, province)

[REDACTED] [REDACTED]
(Code postal) (Ind. rég.) (Téléphone) (Ind. rég.) (Télécopieur)

et/ou

Nom de
l'entreprise ou de
l'établissement

[REDACTED]

Adresse

[REDACTED] (N°, rue)

[REDACTED]
(Ville, municipalité, province)

[REDACTED] [REDACTED]
(Code postal) (Ind. rég.) (Téléphone) (Ind. rég.) (Télécopieur)

Nom de la personne à contacter

[REDACTED]

Fonction

C RENSEIGNEMENTS SUR L'EMPLOI DE LA SALARIÉE OU DU SALARIÉ

Date du début d'emploi

1994 11 01
Année Mois Jour

Date du congédiement

2006 04 27
Année Mois Jour

Date du dernier jour travaillé

2006 04 27
Année Mois JourDate de la dernière
manifestation de harcèlement[REDACTED]
Année Mois Jour

Êtes-vous encore à l'emploi?

☐ Oui ☒ Non

Étiez-vous régi(e) par une convention collective (syndicat) ou un décret?

☐ Oui ☒ Non

Si oui, de quel syndicat ou comité paritaire s'agit-il?

À L'USAGE DE LA COMMISSION

☐ Plainte pour pratique interdite☒ Plainte pour un congédiement sans cause juste et suffisante☐ Plainte pour harcèlement psychologique

N° du dossier

N° du dossier

N° du dossier

6077913

Montréal, le 24 novembre 2008

Eddy Brandone

Maître Robert Laurin

Monsieur

Conseil de district 97 de l'union international des
peintres et métiers connexes

Maître André Dumais

Monsieur

Conseil de district 97 de l'union international des
peintres et métiers connexes

Maître André Dumais

AVIS D'AUDIENCE

OBJET: Plainte de congédiement sans cause juste et suffisante selon l'article 124 de la Loi sur les
normes du travail

REMISE: AUDIENCE PÉREMPTOIRE

CAS : CM-2006-7618

CNT : 60-00-78587

Par la présente, vous êtes convoqués à une **audience** qui sera tenue par la Commission des relations
du travail (CRT) dans le ou les cas mentionné(s) ci-dessus:

Date	Heure	Endroit
30 janvier 2009	09:30	Commission des relations du travail 35, rue de Port-Royal Est, 2e étage Montréal (Québec)

Réunion de cas : Si plusieurs cas sont visés par le présent avis, soyez avisés que la CRT les a réunis
aux fins d'enquête, et ce, en vertu de l'article 131 du *Code du travail*.

Assistance ou représentation : Vous avez le droit d'être assistés ou représentés par un avocat ou par
toute autre personne. Si le nom du représentant d'une partie est déjà connu, cet avis d'audience n'est
adressé qu'à ce représentant et il incombe à ce dernier d'en informer la partie qu'il représente.

Journées additionnelles d'audience : Pour obtenir des journées additionnelles d'audience, vous devez
en faire la demande à la CRT dans les 10 jours de la réception du présent avis d'audience à défaut de
quoi, le nombre de journées pourra être limité à celui indiqué dans l'avis.

Remise d'audience : Aucune remise d'audience n'est accordée du seul consentement des parties. La
partie qui désire obtenir une remise doit en faire la demande à la CRT dans le délai et selon la *Politique
concernant les remises d'audience*, pièce jointe au présent avis d'audience.

Déroulement de l'audience : Le jour de l'audience, vous devez être prêts à présenter toute votre
preuve ce qui signifie, notamment, que vos témoins devront avoir été assignés conformément à la
procédure établie et que vous devrez avoir en votre possession, en nombre suffisant, la copie de tout
document que vous déposerez. Pour plus de détails et pour vous aider à vous préparer, lire: *Les
audiences devant la Commission des relations du travail*, pièce jointe au présent avis d'audience.

À noter : La CRT a le pouvoir de procéder à l'audience, sans autre avis ou délai, malgré le défaut d'une
partie de se présenter au temps et au lieu fixés, à moins que cette absence ne soit justifiée.

Montréal
35, rue de Port-Royal Est, 2e étage
Montréal (Québec) H3L 3T1
Téléphone :
Sans frais :
Télécopieur
<http://www.crt.gouv.qc.ca>

Québec
900, boulevard René-Lévesque Est, 5e étage
Québec (Québec) G1R 6C9
Téléphone :
Sans frais :
Télécopieur
<http://www.crt.gouv.qc.ca>

Conciliation : En tout temps avant l'audience, le service de conciliation de la CRT peut vous assister dans la recherche d'un règlement satisfaisant pour les parties. Ce service est gratuit et se fait dans la plus stricte confidentialité. Le nom de l'agent de relations du travail assigné à votre dossier est [REDACTED]. Vous pouvez communiquer avec cette personne en composant le [REDACTED]

Pour toute demande ou renseignement relatif au présent avis d'audience, veuillez communiquer avec nos préposé(s) aux renseignements, au numéro de téléphone [REDACTED] ou au numéro sans frais [REDACTED]

La Commission des relations du travail



Présidente

Pièces jointes

Montréal
35, rue de Port-Royal Est, 2e étage
Montréal (Québec) H3L 3T1
Téléphone : [REDACTED]
Sans frais : [REDACTED]
Télécopieur [REDACTED]
<http://www.crt.gouv.qc.ca>

Québec
900, boulevard René-Lévesque Est, 5e étage
Québec (Québec) G1R 6C9
Téléphone : [REDACTED]
Sans frais : [REDACTED]
Télécopieur [REDACTED]
<http://www.crt.gouv.qc.ca>

André Dumais

De: [REDACTED]@crt.gouv.qc.ca

Envoyé: 15 avril 2009 12:15

À: [REDACTED]@dumaisavocats.qc.ca

Objet: CM-2006-7618

Commission
des relations
du travail

Québec 

Meilleures salutations

[REDACTED]
Technicien en droit
Commission des relations du travail

Téléphone :
Télécopieur
Sans frais :

[REDACTED]@crt.gouv.qc.ca

Veuillez prendre note que les documents ou enregistrements que nous vous faisons parvenir ne peuvent servir qu'à des fins personnelles uniquement. Nul ne peut utiliser, diffuser, publier, transmettre, distribuer ou reproduire l'information contenue dans ces documents ou enregistrements autrement qu'à des fins d'usage personnel. Toute utilisation de ces documents ou enregistrements autre qu'à ces fins nécessite l'accord de la Commission des relations du travail afin d'éviter toute contravention aux lois

Constat de fermeture de dossier

La Commission des relations du travail ferme le dossier **CM-2006-7618**
pour la raison suivante :

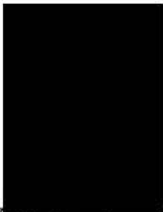
- ☒ Le/la plaignant(e) ou le/la requérant(e) s'est désisté(e) par écrit de sa plainte ou sa requête auprès de la Commission le **13 février 2009** (DA92, DE92, DC92).
- ☐ Le/la plaignant(e) ou le/la requérant(e) s'est désisté(e) verbalement lors de l'audience de sa plainte ou sa requête auprès de la Commission le (DA92, DE92, DC92).
- ☐ La Commission a été informée par écrit le qu'une entente était intervenue entre les parties (DA51, DE51, DC51).
- ☐ La Commission a été informée verbalement lors de l'audience qu'une entente était intervenue entre les parties.
- ☐ Le délai de douze (12) mois pour soumettre un accord à l'approbation de la Commission en vertu de l'article 123 du Code du travail est expiré (DA06).
- ☐ Le délai accordé aux parties pour répondre à l'avis de péremption d'instance transmis le est expiré (DA12).
- ☐ Le délai accordé à la plaignante, au plaignant, à la requérante ou au requérant pour répondre à l'avis fixant un délai transmis le est expiré (DA99).

Remarque

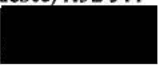
26 février 2009

Date


Signature du responsable du dossier


Initiales - Impact

Québec
900, boulevard René-Lévesque Est, 5^e étage
Québec (Québec) G1R 5S1
Téléphone : 
Télécopieur : 

Montréal
35, rue de Port-Royal Est, 2^e étage
Montréal (Québec) H3L 3T1
Téléphone : 
Télécopieur : 